





■	<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>8</b>
■	<b>INTRODUCTION</b>	<b>10</b>
<b>Partie I. - CONNAITRE LA PROVINCE</b>		<b>12</b>
■	<b>I.1. LA TERRE ET LES HOMMES</b>	<b>14</b>
	I.1.1. Situation géographique	14
	I.1.2. Géographie physique	14
	I.1.3. Géographie humaine	16
	I.1.4. Découpage administratif	18
■	<b>I.2. L'HISTOIRE ET LA CULTURE</b>	<b>18</b>
	I.2.1. L'histoire	18
	I.2.2. La culture et les rites traditionnels	20
	I.2.3. Les grands groupes ethno-linguistiques	21
<b>Partie II – INFORMATIONS SOCIALES</b>		<b>23</b>
■	<b>II.1. LA SANTE</b>	<b>25</b>
	II.1.1. Les structures sanitaires	25
	II.1.2. Le personnel de santé	27
	II.1.3. Les activités préventives et les consultations infantiles	30
■	<b>II.2. L'EDUCATION</b>	<b>31</b>
	II.2.1. Les structures éducatives	32
	II.2.2. L'effectif des élèves et des enseignants	33
	II.2.3. Les résultats scolaires	33
	II.2.4. L'enseignement professionnel	34
■	<b>II.3. L'EMPLOI</b>	<b>37</b>
	II.3.1. L'emploi dans le secteur privé	37
	II.3.2. L'emploi dans les administrations publiques	38
	II.3.3. L'emploi dans les administrations décentralisées	39
■	<b>II.4. LA CONDITION DE LA FEMME</b>	<b>41</b>
	II.4.1. Le volet famille	41
	II.4.2. Le volet promotion de la femme	42

■	<b>II.5. LES AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>42</b>
■	<b>II.6. L'HABITAT</b>	<b>43</b>
<b>Partie III – INFORMATIONS ECONOMIQUES</b>		<b>45</b>
■	<b>III.1. L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PECHE</b>	<b>47</b>
	III.1.1. L'agriculture	47
	III.1.2. L'élevage	51
	III.1.3. La pêche et l'aquaculture	51
■	<b>III.2. L'EXPLOITATION FORESTIERE ET L'INDUSTRIE DU BOIS</b>	<b>53</b>
	III.2.1. L'exploitation forestière	53
	III.2.2. L'industrie du bois	54
■	<b>III.3. L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE</b>	<b>55</b>
■	<b>III.4. L'EAU ET L'ELECTRICITE</b>	<b>55</b>
■	<b>III.5. LES MINES</b>	<b>57</b>
■	<b>III.6. LE TRANSPORT</b>	<b>57</b>
■	<b>III.7. LES BANQUES ET LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE</b>	<b>58</b>
■	<b>III.8. L'HOTELLERIE ET LE TOURISME</b>	<b>58</b>
	III.8.1. L'hôtellerie	58
	III.8.2. Le tourisme	59
■	<b>CONCLUSION</b>	<b>61</b>

- Tableau 1:** Population du Woleu-Ntem par département
- Tableau 2:** Organisation administrative du Woleu-Ntem
- Tableau 3:** Structures sanitaires publiques et privées du Woleu-Ntem en 2012
- Tableau 4:** Personnel de santé du Woleu-Ntem par groupe de qualification en 2012
- Tableau 5:** Personnel de santé par qualification en 2012
- Tableau 6:** 10 premières causes de consultation, d'hospitalisation et de mortalité en 2012
- Tableau 7:** Couverture vaccinale par antigène en 2012
- Tableau 8:** Structures éducatives du Woleu-Ntem
- Tableau 9:** Effectifs scolaires dans le Woleu-Ntem
- Tableau 10:** Résultats scolaires dans le Woleu-Ntem
- Tableau 11:** Offres de formation professionnelle
- Tableau 12:** Stagiaires et équipements du Centre en 2011
- Tableau 13:** Données du lycée technique Bernard OBIANG.
- Tableau 14:** Emplois enregistrés par la CNSS
- Tableau 15:** Effectifs dans les administrations publiques
- Tableau 16:** Masse salariale des administrations publiques en millions de francs CFA
- Tableau 17:** Effectifs et masse salariale des communes du Woleu-Ntem en 2011
- Tableau 18:** Effectifs et masse salariale des conseils départementaux du Woleu-Ntem en 2011
- Tableau 19:** Production agricole en 2012
- Tableau 20:** Production d'hévéa en tonnes
- Tableau 21:** Achats de café et de cacao
- Tableau 22:** Statistiques des produits de la pêche
- Tableau 23:** Superficie des forêts aménagées
- Tableau 24:** Production d'électricité et d'eau
- Tableau 25:** Activité de l'hôtel MVET PALACE

- Image 1** : Situation du Woleu-Ntem dans le Gabon
- Image 2** : Totem à l'image de celui vénéré de Nse'é Bere
- Image 3** : Régime de banane
- Image 4** : Plantation de maïs
- Image 5** : Plantation d'hévéa de SIAT à Bitam
- Image 6** : Plantation villageoise d'hévéa à Bitam
- Image 7** : Rivière dans un village du Woleu-Ntem
- Image 8** : Bois transformé prêt à la vente
- Image 9** : Bois scié devant servir à la fabrication de meubles
- Image 10** : Eclairage à la lampe tempête dans un village
- Image 11** : Tronçon de route Mitzic-Oyem



Le décret 1207/PR du 17 novembre 1977, portant création et organisation de la Direction Générale de l'Economie (DGE) lui confère, entre autres missions, celle de la promotion de l'économie nationale.

En 1994, la DGE a initié l'étude «Economie provinciale». Il s'est agi de mettre à la disposition du Gouvernement, des décideurs économiques et politiques, des étudiants et chercheurs ainsi que des investisseurs et d'autres personnes intéressées, l'information socio-économique la plus fine possible sur chacune des neuf provinces que compte le Gabon.

Le vote de la loi 15/96 du 6 juin 1996 sur la décentralisation a conforté cette réflexion. A cet effet, un rapport annuel détaillé propre à chaque province devrait être présenté au Gouvernement et aux autorités locales, compte tenu des prérogatives conférées à ces dernières par ladite loi.

La présente publication est la réponse à la demande des autorités politiques et administratives dans le but de mieux cerner les réalités économiques de chaque province.

Les informations contenues dans le présent document découlent de la collaboration permanente des services de la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF) avec les opérateurs économiques, les autres administrations et les opinions informées, au travers des différentes enquêtes et entretiens réalisés puis complétés par les recherches de la Cellule « promotion de l'économie provinciale ».

Le refus de collaborer de certains chefs d'entreprises et le manque d'implication des services de l'administration pourraient expliquer l'insuffisance ou le caractère partiel de certaines informations.

Ainsi, des erreurs pourront être décelées, soit au niveau de la collecte soit au niveau de l'interprétation des données. Nous vous prions de

bien vouloir nous les signaler afin que nous puissions les insérer et améliorer la prochaine publication.

Nous remercions tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration de ce document, notamment le Gouverneur, les préfets, les Présidents des Conseils municipaux et Départementaux, les Administrations publiques et les Opérateurs économiques. Qu'ils trouvent ici, l'expression de notre profonde gratitude, avec l'espoir d'une collaboration toujours plus soutenue.

La province du Woleu-Ntem regorge de multiples atouts sur les plans économique, social et culturel. Ces potentialités portent essentiellement sur une population ayant une longue tradition agricole, une assez bonne couverture en structures scolaires, les ressources hydrauliques considérables et l'existence de nombreux sites touristiques et des parcs nationaux.

La présente publication retrace l'évolution dans la province, de 2010 à 2012, de l'activité économique et des secteurs sociaux.

Sur le plan social, la province est marquée en 2012 par :

- une assez bonne couverture en structures hospitalières ;
- une présence du personnel qualifié dans le secteur de la santé ;
- l'augmentation du nombre d'écoles et de salles de classe dans le primaire.

La situation économique est appréciable. Elle se caractérise par une bonne activité dans la quasi-totalité des secteurs :

- la production de café s'est contractée en 2012 alors que celle du cacao, bien que faible, a progressé de 12,7% pour s'établir à 116 tonnes ;
- l'exploitation forestière a enregistré des résultats probants donnant par la même occasion la preuve du redressement rapide de ce secteur ;
- l'industrie agro-alimentaire représentée par la Société des Brasseries du Gabon a vu sa production progresser de 13,8% ;
- l'industrie du bois a enregistré des résultats solides, confirmant la tendance observée en 2011 dans cette branche ;
- pour l'eau et l'électricité, l'année 2012 a été marquée comme en 2011, par les problèmes causés par les fuites d'eau sur le réseau de distribution. En dépit de ces fuites, le chiffre d'affaires a augmenté.

Les secteurs qui ont vu leur activité baisser en 2012 sont l'hévéa (baisse de la production de 3,2%) et la pêche avec une production qui est passée de 24 tonnes en 2011 à 14 tonnes en 2012.

Les évolutions des années 2010, 2011 et 2012 seront analysées en trois (3) sections : connaître la province, les informations sociales et les informations économiques.

# CONNAITRE LA PROVINCE

# PARTIE

# 1



## I.1. – LA TERRE ET LES HOMMES

### I.1.1. Situation géographique

De forme tassée, la province du Woleu-Ntem est située au Nord du Gabon, en Afrique Centrale. D'une étendue de 38 465 km<sup>2</sup>, soit 14,4% du territoire national, elle est limitée à l'Ouest par la Guinée-Equatoriale, au Nord par le Cameroun, à l'Est par le Congo Brazzaville, au Sud par les provinces du Moyen-Ogooué, de l'Ogooué-Ivindo et de l'Estuaire.

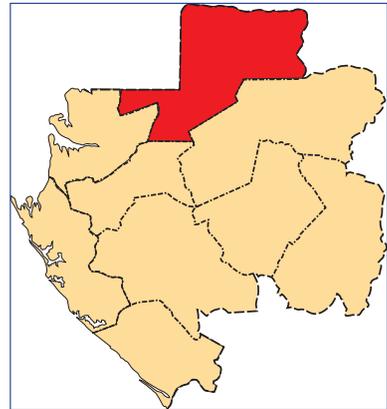


Image 1 : Situation du Woleu-Ntem dans le Gabon

### I.1.2. Géographie physique

#### - Le relief

Le relief du Woleu-Ntem est constitué de collines et de vallées. L'altitude descend rarement en dessous de 500 m. Les monts de Cristal, de Nko, de Salem et de Bindélé, font des saillies d'irrégulières tailles dans le paysage de la région. L'altitude moyenne des principaux centres urbains avoisine les 600 mètres, mais s'affaisse au Sud de la province, vers la vallée de l'Ogooué et la Lara, où elle n'est plus que de 287 mètres. A travers les grottes de MEKOK ME KWA, la province possède son site touristique le plus en vue.

#### - La végétation

La végétation est constituée de forêt dense et humide, d'humus épais et d'une profonde couche de terre cultivable. Elle est riche en faune et en flore.

#### - La climatologie

Le climat de la province est de type équatorial. Il est caractérisé, comme dans le reste du pays, par la chaleur et l'humidité, avec des températures oscillant entre 18 et 22 degrés centigrades. Il est influencé par quatre saisons, qui sont elles-mêmes perturbées aujourd'hui, par le dérèglement climatique planétaire :

- une grande saison sèche du 15 mai au 15 septembre ;
- une grande saison des pluies du 15 septembre au 15 décembre ;
- une petite saison sèche du 15 décembre au 15 mars ;
- une petite saison des pluies du 15 mars au 15 mai.

Il y tombe entre 1 600 et 2 100 mm d'eau de pluies par an, soit une moyenne annuelle de 1 463 mm.

Par ailleurs, même si les activités humaines observées dans le septentrion (exploitation forestière, activités champêtres, production industrielle...), ont, elles aussi, une répercussion sur le climat, il faut dire que les changements vécus dans la région, ont une origine plutôt mondiale, l'atmosphère terrestre n'ayant pas de frontière. Néanmoins, des mesures de bonne conduite, nécessaires à la gestion et à l'équilibre de l'environnement local, sont bonnes à prendre, en tant que contribution de la province.

## - L'hydrographie

Le réseau hydrographique du Woleu-Ntem a pour base les affluents de la rive droite de l'Ogooué et ceux du bassin côtier. La province est traversée par de nombreux cours d'eau, parmi lesquels on compte l'Aia, le Woleu, l'Aina, le Ntem et l'Okano. Sur ce dernier se construit actuellement un barrage hydro-électrique.

Les affluents de la rive droite de l'Ogooué que sont l'Okano, l'Abanga et l'Ivindo et son affluent la Mvoug, coulent du Nord vers le Sud. Les affluents du bassin côtier, que sont le Como, le Ntem, et le Woleu coulent d'Est en Ouest.

### I.1.3. Géographie humaine

Les informations obtenues au stade actuel de nos recherches, désignent invariablement le Soudan et le Cameroun, comme régions à partir desquelles les premières populations du Woleu-Ntem seraient parties pour, en définitive, s'installer dans le Nord du Gabon.

Se déplaçant souvent et toujours à la quête des espaces inoccupés, plus giboyeux, poissonneux et fertiles, les premiers occupants du Septentrion ne s'éternisaient pas durablement sur les sites conquis. Ceux qui prirent la direction du Sud de l'Afrique, en provenance de l'Egypte, suivaient les cours d'eau en ouvrant des pistes forestières. C'est la maîtrise de cette stratégie, qui permet à certains notables de la région, de retracer aujourd'hui comme suit, le circuit emprunté par les premiers habitants du Woleu-Ntem, partis d'Egypte.

De l'Egypte vers le Soudan, par le Nil, une partie des migrants a pu passer par le Tchad, à travers les affluents du Chari, mais il est plus certain qu'ils sont passés par la Centrafrique (RCA), à partir du Nil Blanc, puis les affluents de l'Oubangui au Sud de la RCA et à la frontière de cette dernière avec la République Démocratique du Congo.

De là, le mouvement migratoire serait arrivé au Cameroun en empruntant à partir du Tchad, la rivière Logone, un des bras du Lac Tchad, et en empruntant, à partir de la République Centrafricaine (RCA), la rivière Sangha, qui longe la frontière Ouest de la RCA et sépare le Congo du Cameroun. Il ne leur restait plus qu'à arriver au Gabon à partir du Cameroun, en suivant les pistes forestières et en longeant encore la Sangha, puis le Ntem et le Woleu. On peut retenir cependant, concernant l'apparition des derniers peuplements dans la région, que les Haoussas seraient arrivés à Bitam vers 1927, après les Allemands qui, à leur tour, ont été suivis et remplacés par les français.

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1993, la population woleu-ntemoise était de 97 271 habitants, soit 9,6% de la population totale du pays. 64% de la population vivait en milieu rural et 36% de la population vivait en milieu urbaine. La densité de la population était de 2,5 habitants au km<sup>2</sup>.

**Tableau 1 : Population du Woleu-Ntem par département**

Départements	Population			Poids de la population urbaine
	Urbaine	Rurale	Totale	
Population totale	35 094	66 177	97 271	36,1%
Woleu	22 404	22 483	44 887	49,9%
Ntem	7 473	18 664	26 137	28,6%
Haut-Ntem	1 734	8 642	10 376	16,7%
Okano	2 575	8 821	11 396	22,6%
Haut-Como	908	3 567	4 475	20,3%

Source : Principaux résultats RGPH 1993

La population était composée de 50 569 femmes, soit 52% de la population totale de la province. Le nombre d'hommes était de 46 702 (48% de la population provinciale).

### I.1.4. Le découpage administratif

La province du Woleu-Ntem est découpée en cinq départements :

- le Woleu ;
- le Ntem ;
- l'Okano ;
- le Haut-Komo ;
- le Haut-Ntem.

**Tableau 2 : Organisation administrative du Woleu Ntem**

Départements	Chef Lieu	Districts	Nombre de canton	Nombre de villages
Woleu	Oyem	-	5	235
Ntem	Bitam	Meyo-Kiè Bikondom	4	115
Haut-Como	Medouneu	Sam	2	32
Haut-Ntem	Minvoul	Bolossoville	3	85
Okano	Mitzic		1	24

Source : Ministère de l'Intérieur

## I.2. L'HISTOIRE ET LA CULTURE

### I.2.1. - L'histoire

La délimitation de la province, décidée à la veille de Noël 1887 par un traité signé entre l'Allemagne et la France, s'était en effet concrétisée en 1900 sur le terrain. La région du Woleu-Ntem fut officiellement créée en 1907. Le premier administrateur colonial, Weber, créa les postes de Bitam, Oyem, et Minvoul dans le but de rendre la présence française effective.

Le Woleu-Ntem a longtemps vécu sous le feu de diverses ébullitions, dont l'épilogue a eu lieu avec la guerre d'occupation franco-

allemande de 1915. Mais elle fut remise en cause pour les besoins d'un nouveau partage de la région. Pourtant, 15 ans auparavant, la conférence de Berlin, organisée au sujet du conflit franco-belge sur le Congo, avait déjà statué sur le partage de l'Afrique. Une convention fut donc signée entre les deux belligérants et céda le Woleu-Ntem à l'Allemagne en novembre 1891. Mais les appétits commerciaux des conquérants, notamment de la France, qui venait de perdre le Congo, tombé dans les mains de la Belgique, étaient trop grands pour que la France, en reste là. La guerre était alors inévitable. Elle éclata donc en 1915 dans la province et amena la France, victorieuse, à reprendre la souveraineté sur le Woleu-Ntem.

Une confrérie fang, dite des Bizima, s'y opposa. Simple mouvement de pillards pour les uns, mouvement de résistance à la colonisation pour d'autres. Elle réunit de gré ou de force des milliers de Fang. Les villages ralliés furent initiés, tandis que les villages collaborant avec les Français furent pillés. Oyone Mintsa, du clan Nkodjé, et Ekome Adza, du clan Odzip, furent les principaux chefs Bizima.

Pour ce qui est des autres arrivants dans la contrée, il ne semble pas y avoir eu de friction particulière, par exemple lors de l'arrivée en 1927 des Haoussas. Ceux-ci amenaient aussi, comme les occidentaux, les produits alléchants et parfumés (habits, savon, chaussures...).

Des grandes figures marquantes de l'histoire du Woleu-Ntem, nous pouvons citer :

- dans le département du Ntem à Bitam : Nkoulou Beyeme, Ondo Nkoulou Beyeme, Ngwa Essono, Ella Nka Obiang, Ondo Moto, Emame Mba, Ndong Mba Eneme, Ekoh Jean Marc et Simon Oyono Aba'a ;
- dans le département du Woleu à Oyem : Mbeng Ndong, Ndong Mebana, Ondo Ndong, Ndong Owono Engueng, Richard Nguema, Mendame Ndong, Bekale Owone Abessole, Owono Mintsa ;

- dans le département du Haut-Ntem à Minvoul : Oyana Akagha, Aki'i Ondo.

### 1.2.2. La culture et les rites traditionnels

La culture de la région est examinée sur le plan artistique, à travers les produits fabriqués et commercialisés jadis. Parmi ces produits, il y a les petites cuvettes (écana), les corbeilles (Dsats) et les seaux (Ngoone) en raphia.

Pour ce qui est des rites, on retiendra que le Mevoug, pour les femmes, le Melane, le Nguû et le Bier'e pour les hommes, font partie du patrimoine culturel du Septentrion. La vénération des totems comme celui de NSE'E BERE, le dieu en bois sculpté du Melane, semble avoir pris du recul, au profit des religions occidentales qui s'y sont installées. Malgré cela, les adeptes de ces rites demeurent nombreux, et consacrent beaucoup de temps aux cérémonies y relatives.



Image 2 : Totem, à l'image de celui vénéré de NSE'E BERE

La cuisine du Grand Nord, la danse (avec son expression corporelle appuyée) et la production des masques et de la poterie, font parti des pratiques dans lesquelles le peuple du septentrion excelle. La réalisation de vidéos, les photos, les peintures, les films, etc...., devraient trouver là une source d'inspiration inépuisable.

### I.2.3 - Les grands groupes ethnolinguistiques

La province du Woleu-Ntem est la seule province du Gabon quasi mono-ethnique. La majorité de ses habitants est fang, en dehors de quelques groupes de pygmées (Bekui) et de la communauté Haoussa ultra minoritaire venue du Cameroun. Elle s'intègre progressivement dans tous les départements de la province et parle parfaitement la langue des autochtones.



# INFORMATIONS SOCIALES

# PARTIE 2



Les informations sociales portent sur la santé, l'éducation, l'emploi, la condition de la femme, les affaires sociales et l'habitat.

## II.1. - LA SANTE

Le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) est la politique autour de laquelle s'articulent les actions du gouvernement en matière de santé. Celles-ci visent l'amélioration de l'état de santé des populations par une meilleure adéquation, qualitative et quantitative, entre l'offre des prestations sanitaires et les besoins essentiels de la population. Cette politique se traduit dans la province par la présence d'infrastructures et de personnel de santé.

### II.1.1. Les structures sanitaires

Les structures sanitaires dans la province du Woleu-Ntem se répartissent ainsi qu'il suit en 2012 dans ses cinq départements.

**Tableau 3 : Structures sanitaires publiques et privées du Woleu Ntem en 2012**

Structures sanitaires	Woleu	Ntem	Haut Ntem	Okano	Haut Como	Total
Centre Hospitalier Régional	1	0	0	0	0	1
Centre de Santé Maternelle et Infantile	1	0	0	0	0	1
Dispensaires	20	15	5	8	7	55
Centres médicaux	0	1	1	1	1	4
Centre de santé de district	1	2	2	1	0	6
Case de santé de village	7	6	9	3	1	26
Base épidémiologique	1	0	0	0	0	1
Centre de traitement ambulatoire	1	0	0	0	0	1
Hôpital spécialisé (Ebeigne)	1	0	0	0	0	1
Infirmeries	8	3	0	1	0	12
Office Pharmaceutique Nationale	1	0	0	0	0	1
<b>Total secteur public</b>	<b>42</b>	<b>27</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>109</b>
<b>Secteur parapublic (CNSS)</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Cliniques	2	0	0	0	0	2
Cabinets de soins infirmiers	9	2	0	2	0	13
Pharmacies	1	0	0	0	0	1
Dépôts pharmaceutiques	7	7	2	13	0	29
Dispensaires	0	0	0	4	0	4
Centre médical de SIAT		1				1
<b>Total du secteur privé</b>	<b>19</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>50</b>
<b>Total général</b>	<b>62</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>33</b>	<b>9</b>	<b>160</b>

Source : Direction Régionale de Santé Nord

Les cases de santé au niveau des villages à la demande des communautés sont tenues par un agent de santé villageois dont la formation est assurée par l'équipe du centre médical du département.

Le dispensaire est l'unité de base du service public. Il est un bassin de desserte de plusieurs villages et est tenu par un agent de santé.

Le centre médical est un établissement intermédiaire entre le dispensaire et l'hôpital public autrefois appelé hôpital départemental. Il a été conçu pour prêter tous les services de médecine, chirurgie, pédiatrie, maternité, radiologie et laboratoire.

Les centres de santé sont l'équivalent des cabinets médicaux pour les zones urbaines.

La province totalise 259 lits dont :

- 96 lits en médecine ;
- 39 lits en chirurgie ;
- 25 lits en maternité ;
- 65 lits en pédiatrie ;
- 26 lits en gynécologie ;
- 4 lits en réanimation ;
- et 4 lits en Néonatalogie.

Les structures de santé du Woleu-Ntem, à l'instar de celles de toutes les autres provinces du pays, sont confrontées à des difficultés d'équipement et d'entretien, rendant toute activité de soin difficile. De nombreux dispensaires sont dans un fort état de vétusté.

Toutes les structures privées sont fonctionnelles. Par contre, sur 110 structures publiques, 84 sont fonctionnelles et 26 ne le sont pas.

### **II.1.2. Le personnel de santé**

Le personnel de santé est insuffisant. La province ne compte que 7 médecins généralistes.

**Tableau 4 : Personnel de santé du Woleu-Ntem par groupe de qualification en 2012**

Personnel	Woleu	Ntem	Haut-Ntem	Okano	Haut-Como	Total
Personnels médico-sociaux	347	80	18	42	11	<b>498</b>
Personnel d'administration et de services généraux	50	6	0	3	1	<b>60</b>
Main d'œuvre non permanente	93	20	12	25	8	<b>158</b>
<b>Total</b>	<b>490</b>	<b>106</b>	<b>30</b>	<b>70</b>	<b>20</b>	<b>716</b>

Source : Direction Régionale de Santé Nord

Par qualification et par département, le personnel de santé se répartit ainsi qu'il suit dans la province :

**Tableau 5 : Personnel de santé par qualification en 2012**

Personnel	Woleu	Ntem	Haut-Ntem	Okano	Haut-Como	Total
Adjoints techniques	4	1	0	3	0	8
Administrateur de santé	21	3	0	1	1	26
Techniciens supérieurs	19	5	0	2	1	27
Stomatologues	2	0	0	0	0	2
Secrétaires	12	3	0	1	0	16
Sages femmes	14	3	1	1	0	19
Psychologue	2	0	0	0	0	2
Préparateur en pharmacie	2	0	0	0	0	2
Pédiatre	2	0	0	0	0	2
Moniteur social et d'éducation	2	3	0	1	0	6
Médecins généralistes	5	1	0	0	0	6
Instructeur de communication	3	0	0	0	0	3
Infirmières élémentaires	0	0	0	0	2	2
Infirmiers Diplômés d'Etat	32	10	1	2	3	48
Infirmiers assistants	230	55	12	30	5	332
Gynécologue	2	0	0	0	0	2
Docteur en pharmacie	1	0	0	0	0	1
Chirurgien	1	0	0	0	0	1
Autres spécialistes	43	2	4	4	0	53
<b>Total</b>	<b>397</b>	<b>86</b>	<b>18</b>	<b>45</b>	<b>12</b>	<b>558</b>

Source : Direction Régionale de Santé Nord

On note la présence du personnel de santé qualifié (gynécologue, docteur en pharmacie, médecins généralistes, chirurgien, etc.), mais en nombre insuffisant.

Les dix premières causes de consultation, d'hospitalisation et de mortalité enregistrées au cours de l'année 2012 figurent dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 6 : Dix premières causes de consultation, d'hospitalisation et de mortalité**

CONSULTATION	HOSPITALISATION	MORTALITE
Paludisme	Paludisme	SIDA
Grippe	Diarrhée aiguë et gastro-entérite	Paludisme
Plaies	Anémie en dehors de la grossesse	Hypertension artérielle
Diarrhée aiguë et gastro-entérite	Pneumonies	Tuberculose
Carie dentaire	Affections gynécologiques	Diabète
Helminthiase intestinale	Hypertension artérielle	Insuffisance cardiaque
Céphalées	SIDA	Pneumonie
Rhumatisme articulaire aiguë	Bronchite aiguë	Infections néonatales
Estomac	Tuberculose	Pneumonie bactériennes
Pneumonie	Insuffisance cardiaque	Diarrhée aiguë et gastro-entérite

Source : Direction Régionale de Santé Nord

En 2012, 5 943 cas de maladies transmissibles ont été enregistrés, dont le paludisme (5 794 cas), le SIDA (102 cas) et la tuberculose (31 cas). Il n'y a que 2 cas de trypanosomiase humaine enregistrés dans la région.

### II.1.3. Les activités préventives et les consultations infantiles

#### - La vaccination

La région n'a pas atteint l'objectif de 80%, pour tous les antigènes, fixé par le Programme Elargi de Vaccination.

**Tableau 7 : Couverture vaccinale par antigène en 2012**

Départements	Penta 3	VPO 3	VAR	BCG	VAT 2 +
Woleu	67%	67%	53%	71%	48%
Ntem	83%	83%	57%	61%	58%
Okano	89%	89%	55%	92%	26%
Haut-Ntem	21%	21%	13%	29%	17%
Haut-Como	34%	29%	30%	54%	23%
<b>Woleu-Ntem</b>	<b>67%</b>	<b>68%</b>	<b>49%</b>	<b>65%</b>	<b>44%</b>

Source : Direction Régionale de Santé Nord

### - Les consultations prénatales

La Région Sanitaire a enregistré au totale 3 719 consultations prénatales venant des départements suivants : le Woleu (2 012 consultations), l'Okano (1 470 consultations) et le Haut-Como (237 consultations). Le Ntem et le Haut-Ntem n'ont pas été renseignés.

### - Les consultations infantiles

La Région a enregistré 626 consultations de nourrissons dont :

- 253 enfants malnutris dépistés ;
- 43 enfants malnutris en cours de récupération ;
- 1 enfant malnutri récupéré ;
- 209 enfants malnutris perdus de vue.

## II.2. L'EDUCATION

L'orientation de base du système éducatif gabonais tire sa substance des dispositions de la constitution qui, dans son article 8, stipule que « l'Etat garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, la formation professionnelle et à la culture ». Outre la constitution, plusieurs autres lois encadrent le développement du système éducatif.

## INFORMATIONS SOCIALES

La structure du système éducatif comprend cinq (5) catégories d'enseignement :

- le pré-primaire ;
- le primaire ;
- le secondaire général ;
- le secondaire technique et professionnel ;
- et le supérieur.

Dans le Woleu-Ntem, seules quatre catégories existent. La province ne disposant pas de structures éducatives d'enseignement supérieur.

### II.2.1. Les structures éducatives

Le tableau ci-dessous résume l'ensemble des structures éducatives du Woleu-Ntem.

**Tableau 8 : Structures éducatives du Woleu Ntem**

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>Enseignement Primaire</b>			
Nombre d'écoles	245	247	248
Nombre de salles de classe	868	868	873
<b>Enseignement secondaire</b>			
Nombre d'établissements	21	22	22
Nombre de salles de classe	279	279	279

Source : Service Provincial des Statistiques et de la Carte Scolaire

Les études dans le primaire sont sanctionnées par l'obtention du Certificat d'Etude Primaire Élémentaire. L'accès à l'enseignement secondaire général est régulé par voie d'examen (concours d'entrée en sixième). L'enseignement secondaire général comprend deux cycles. La fin du premier cycle est sanctionnée par le Brevet d'Etude du Premier Cycle, tandis que le baccalauréat met fin aux études dans le second cycle.

## II.2.2. L'effectif des élèves et des enseignants

Les effectifs des élèves et des enseignants figurent dans le tableau ci-dessous pour les trois ordres d'enseignement à savoir le pré-primaire, le primaire et le secondaire général.

**Tableau 9 : Effectifs scolaires dans le Woleu Ntem**

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>Enseignement pré-primaire</b>			
Nombre d'élèves	945	1 547	2 642
<b>Enseignement Primaire</b>			
Nombre d'élèves	20 231	20 959	20 230
Nombre d'enseignants *	1 203	1 239	1 630
<b>Enseignement secondaire</b>			
Nombre d'élèves	13 664	14 091	14 383
Nombre d'enseignants	407	439	459

Source : Service Provincial des Statistiques et de la Carte Scolaire

Pour les trois années évoquées, les filles représentent en moyenne 47% du total des effectifs du primaire et 45% du total des effectifs du secondaire.

## II.2.3. Les résultats scolaires

Le nombre de redoublants s'est considérablement accru dans le primaire. Il est passé de 7 170 redoublants au cours de l'année scolaire 2009-2010 à 9 774 redoublants en 2011-2012, soit une hausse de 36%. Cette hausse pourrait s'expliquer par l'encombrement des classes et le régime à mi-temps dans les centres urbains.

Dans le secondaire, le nombre de redoublants est passé de 4 241 en 2009-2010 à 5 261 en 2010-2011 et 4 675 en 2011-2012.

\* Y compris le personnel administratif

**Tableau 10 : Résultats scolaires dans le Woleu Ntem**

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Nombre de redoublants du primaire	7 170	8 177	9 774
Nombre de redoublants du secondaire	4 241	5 261	4 675
Nombre d'élèves inscrits en 5 <sup>ème</sup> année	2 733	3 471	3 245
Total certifiés (CEPE)	988	1 484	1 547
Taux de réussite au CEPE	36%	43%	48%
Total brevetés (BEPC)	n.c.	972	2 017

Source : Service Provincial des Statistiques et de la Carte Scolaire

Les filles représentent respectivement 45%, 48% et 41% des élèves ayant obtenu leur certificat d'études primaires élémentaires respectivement en 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

### II.2.4. L'enseignement professionnel

En matière d'enseignement professionnel, la province du Woleu-Ntem appartient à la zone académique 5 qui regroupe l'Ogooué-Ivindo et le Woleu-Ntem.

Dans l'enseignement professionnel, les élèves sont recrutés sur concours et cela donne accès à plusieurs niveaux de qualification professionnelle et technique.

#### - Le centre de formation et de perfectionnement professionnel d'Oyem

La formation professionnelle courte dure d'une à trois (3) années. A l'issue de la formation, les diplômes obtenus sont le certificat de formation professionnelle, le certificat d'aptitude professionnelle ou le brevet d'études professionnelles.

**Tableau 11 : Offres de formation professionnelle**

Secteurs	Filières	Niveau minimum de recrutement	Durée de la formation	Niveau de qualification
Tertiaire	Secrétariat bureautique	3 <sup>ème</sup>	18 mois	Ouvrier qualifié
Secondaire	Electricité Bâtiment	3 <sup>ème</sup>	18 mois	Ouvrier Qualifié
	Maçonnerie Moderne	4 <sup>ème</sup>	18 mois	Ouvrier
	Mécanique Automobile	3 <sup>ème</sup>	18 mois	Ouvrier Qualifié
	Electricité Industriel	2 <sup>nde</sup>	18 mois	Ouvrier Qualifié

Source : Direction Générale de la Formation Professionnelle

**Tableau 12 : Stagiaires et équipements du centre en 2011**

Rubriques	Secteurs	
	Secondaire	Tertiaire
Nombre de stagiaires	51	44
Nombre de formateurs permanents	3	2
Nombre de formateurs vacataires	2	2
Nombre d'ateliers	3	0
Nombre de laboratoires	3	1

Source : Direction Générale de la Formation Professionnelle

Outre le centre de formation et de perfectionnement, la province dispose d'un centre d'appui au monde rural localisé à Bitam, d'une école des cadres ruraux basée à Oyem et de plusieurs centres privés de formation professionnelle dont les plus connus, en activité en 2011-2012, sont : le Centre de Formation Marie Dominique Don Bosco, l'Institut First, EAGLE, le Centre des Métiers de la Femme (CEMEF),

## INFORMATIONS SOCIALES

l'Institut de Formation en Informatique (IFI) et le Centre de Formation Continue et des Ecoles Rattachées (CFCER).

Les équipements du centre d'appui au monde rural sont disponibles. Le centre sera officiellement livré à l'issue de quelques travaux de réfection. Ses offres de formation de courte durée (3, 6 ou 9 mois) seront définies en fonction de la demande exprimée par le Conseil départemental ou municipal. La formation s'adresse à toutes les couches de la population de plus de 17 ans et est sanctionnée par une attestation de qualification.

### - Les établissements techniques professionnels

La formation technique dure trois ans. Les diplômes obtenus à la fin de cette formation sont le brevet de technicien ou le baccalauréat. La province dispose d'un seul établissement technique professionnel, le Lycée technique Bernard OBIANG.

**Tableau 13 : Données du lycée technique Bernard OBIANG**

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Effectifs des élèves	319	420	387
Taux de réussite aux examens	25%	Indisponible	12,8%
Taux d'admission en classe supérieure	73%	Indisponible	72,6%

Source : Lycée technique Bernard OBIANG

### II.3. L'EMPLOI

L'emploi dans le secteur privé est régulé par la Direction Provinciale de l'Emploi. Elle a pour mission essentielle :

- de veiller à l'application de la politique gouvernementale en matière d'emploi (contrôle, règlement des litiges, conflits etc.) ;
- de recenser l'ensemble des travailleurs exerçant dans la province.

Pour ce qui est de l'emploi dans les administrations publiques, il est supervisé par la Direction Provinciale de la Fonction Publique.

#### II.3.1. L'emploi dans le secteur privé

En dépit d'une part de la fermeture de l'Entreprise de Transport et de Distribution de l'Energie (E.T.D.E.) qui comptait un effectif de 300 employés, et d'autre part, de la récession constatée dans le secteur forestier consécutive à la mesure gouvernementale de 2010 relative à l'interdiction d'exporter les grumes, la situation de l'emploi reste acceptable.

Le ratio offre-demande d'emploi s'est amélioré pour plusieurs raisons:

- le projet de plantation industrielle d'hévéaculture du groupe OLAM qui dans sa première phase, a créé 626 emplois directs ;
- le renforcement de l'activité de SIAT consécutive à l'augmentation du nombre de plantations ;
- la hausse de 10% des effectifs de la société Tropical Timber Industrial Board (TTIB), spécialisée dans la transformation du bois débité.

Le démarrage de la deuxième phase du projet d'EDTE pourrait maintenir l'équilibre actuel de l'emploi.

Entre 2005 et 2009, un demi millier de Woleu-Ntemois ont été

## INFORMATIONS SOCIALES

enregistrés par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) au titre de salariés cotisant au régime général, une cinquantaine au titre de salariés cotisant au régime «Personnels de maison» et une cinquantaine d'employeurs cotisant au régime «Personnels de maison».

**Tableau 14 : Emplois enregistrés par la CNSS**

Typologie de salariés	2005	2006	2007	2008	2009
Salariés cotisant au régime général	364	417	455	484	515
Salariés cotisant au régime "Personnels de maison"	46	49	49	31	34
Employeurs cotisant au régime "Personnels de maison"	45	46	46	46	35
Total	455	512	550	561	584

Source : Annuaire statistique du Gabon 2009

### II.3.2. L'emploi dans les administrations publiques

Les administrations publiques du Woleu-Ntem totalisent plus de 1 000 agents en 2011.

**Tableau 15 : Effectifs dans les administrations publiques**

	2007	2008	2009	2010	2011
Catégorie A1	85	86	89	90	90
Catégorie A2	123	147	179	178	175
Catégorie B1	564	561	538	507	503
Catégorie B2	345	342	357	356	342
Catégorie C1	56	55	51	52	49
Catégorie C2	23	22	23	23	23
Hors catégorie	2	5	5	5	5
<b>Total</b>	<b>1 198</b>	<b>1 218</b>	<b>1 242</b>	<b>1 211</b>	<b>1 187</b>

Source : Direction Générale du Budget

Comme dans toutes les autres provinces du pays, les agents de catégorie B sont les plus nombreux avec un effectif de 845 agents en 2011, soit 71,2% de l'ensemble des agents.

La masse salariale des administrations publiques avoisine six (6) milliards de francs CFA en 2011. Les agents de catégorie B absorbent 65,8% de cette masse salariale.

**Tableau 16 : Masse salariale des administrations publiques en millions de francs CFA**

	2007	2008	2009	2010	2011
Catégorie A1	816	764,4	826,1	851,9	864,7
Catégorie A2	701,6	785,6	1 035,4	1 136,4	1 104,7
Catégorie B1	2 843,4	2 619,9	2 735	2 733,6	2 681,3
Catégorie B2	1 302,7	1 275	1 605	1 632,2	1 610,8
Catégorie C1	133,2	140,5	146,7	150,7	152,4
Catégorie C2	43,1	51,5	63,9	65,8	65,6
Hors catégorie	22,6	32,5	41,9	42	42
<b>Total</b>	<b>5 862,6</b>	<b>5 669,4</b>	<b>6 454</b>	<b>6 612,6</b>	<b>6 521,5</b>

Source : Direction Générale du Budget

Pour ce qui est de la main d'œuvre non permanente, son salaire a évolué ainsi qu'il suit entre 2010 et 2012 :

- 2 314,8 millions de francs CFA en 2010 ;
- 2 381,7 millions de francs CFA en 2011 ;
- 2 413,9 millions de francs CFA en 2012.

### II.3.3. L'emploi dans les administrations décentralisées

Les administrations décentralisées se composent des assemblées départementales et des communes. La province compte cinq (5) communes et cinq (5) conseils départementaux.

## INFORMATIONS SOCIALES

### - Les communes

L'ensemble des communes ont enregistré au cours de l'exercice 2011, un effectif de 181 agents pour une masse salariale de 227,1 millions de francs CFA. Le personnel dirigeant (le maire et ses adjoints, les secrétaires généraux et le personnel du cabinet du maire) n'est pas pris en compte.

**Tableau 17 : Effectifs et masse salariale des communes du Woleu-Ntem en 2011**

	Effectifs	Charges du personnel en millions de francs CFA
Oyem	42	61,5
Bitam	52	53,7
Minvoul	26	22,9
Mitzic	29	49,7
Medouneu	32	39,3
<b>Total</b>	<b>181</b>	<b>227,1</b>

Source : Etat des dépenses des communes

### - Les conseils départementaux

Le personnel des conseils départementaux a atteint, en 2011, 116 agents pour une masse salariale de 136,4 millions de francs CFA.

**Tableau 18 : Effectifs et masse salariale des conseils départementaux du Woleu-Ntem en 2011**

	Effectifs	Charges du personnel en millions de francs CFA
Woleu	26	40,5
Ntem	18	23,8
Haut-Ntem	12	11,2
Okano	36	39,9
Haut-Como	24	21
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>136,4</b>

Source : Etat des dépenses des collectivités locales

## II.4. LA CONDITION DE LA FEMME

Reformé il y a plus de deux (2) ans, le service provincial du Ministère de la Famille a à sa charge trois principaux volets : le volet famille, le volet promotion de la femme et le volet veuves et orphelins.

### II.4.1. Le volet famille

Excepté le sous-volet « jeunes filles mères » transféré à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) depuis bientôt deux (2) ans, le volet famille prend en compte les haltes garderies et les cases communautaires.

#### - Les haltes garderies

Dans la province, il existe une seule halte-garderie fonctionnelle à Oyem pour répondre à une demande plus accrue des populations. C'est un cadre d'accueil pour les enfants âgés de 3 mois à 5 ans, des filles-mères scolarisées et déscolarisées. Cette structure a reçu, en 2012, près de 200 enfants contre 150 l'année précédente. Les prix dans les haltes garderies sont restés inchangés, 500 FCFA par mois et par enfant.

#### - Les cases communautaires

Les 2 cases communautaires d'Oyem et de Mitzic, les seules dont dispose la province, accueillent des enfants âgés de 0 à 5 ans. 30 enfants ont été reçus en 2012. Les cases communautaires sont gratuites.

### II.4.2. Le volet promotion de la femme

Ce volet s'occupe de la promotion de la femme. L'objectif est d'inciter les femmes à se regrouper et à s'autonomiser par la pratique des activités génératrices de revenus.

Le service promotion de la femme a recensé près d'une centaine de femmes en 2012.

### II.5. LES AFFAIRES SOCIALES

Après le transfert du volet « sinistrés » au gouvernorat, la coordination provinciale des affaires sociales s'occupe désormais de trois volets :

- l'éducation préscolaire ;
- les services spécialisés, notamment en milieu scolaire, hospitalier et carcéral ;
- l'assistance sociale.

Sur cette base, la coordination provinciale étudie et transmet les différents dossiers de demandes de secours exprimées par les personnes indigentes et handicapées à la Direction Générale des Affaires Sociales compétentes (demandes de secours permanents, matériel orthopédique, aide à la construction, financements divers...).

Les demandes de secours exprimées par les handicapés, les indigents, les enfants et les femmes se présentent ainsi qu'il suit en 2011 et 2012 :

- en 2011, 190 dossiers de demandes de secours formulées par les handicapés et 173 dossiers de demandes de secours formulées par les indigents, aucune statistique disponible pour les cas résolus ;
- en 2012, 252 dossiers de demandes de secours formulées par les handicapés et 243 dossiers de demandes de secours formulées par les indigents, aucune statistique disponible pour les cas résolus ;

- en 2012, 25 dossiers de demandes de secours formulées par les enfants, 20 cas résolus et 90 dossiers de demandes de secours formulées par les femmes, tous résolus.

Signalons qu'en 2011 et 2012, respectivement 549 et 555 cas de personnes handicapées ont été enregistrées. Les allocations annuelles perçues par ces derniers se sont élevées à 41,2 millions de FCFA en 2011 et à 41,6 millions de FCFA en 2012.

Le personnel des affaires sociales dans le secteur public est reparti comme suit :

- en 2011, 38 assistantes sociales, 27 éducateurs spécialisés, 40 enseignants préscolaires et 80 autres ;
- en 2012, 41 assistantes sociales, 33 éducateurs spécialisés, 42 enseignants préscolaires et 88 autres.

L'augmentation du personnel est consécutive au volume du travail qui leur est assigné.

Pour ce qui est du nombre de Centres d'Education Préscolaire (CEP) et du nombre d'enfants inscrits, les statistiques ont révélé ce qui suit :

- en 2011, 07 CEP pour 986 enfants inscrits ;
- en 2012, 07 CEP pour 1007 enfants inscrits.

## II.6. L'HABITAT

Dans la province, les questions liées à l'habitat sont traitées par la Direction Provinciale de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre, dont l'activité principale reste la régularisation foncière ou le règlement de nombreux litiges. Elle a distribué aux populations, au cours des trois dernières années :

## INFORMATIONS SOCIALES

- quatre vingt sept (87) parcelles en 2010 ;
- soixante-onze (71) parcelles en 2011 ;
- quarante sept (47) parcelles en 2012.

Cette baisse régulière du nombre de parcelles distribuées s'explique principalement par l'inactivité qui a prévalu durant la période 2010-2011.

# INFORMATIONS ECONOMIQUES

# PARTIE 3



Elles portent sur les secteurs productifs spécifiques à l'activité économique dans le Woleu-Ntem.

### III.1. L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

#### III.1.1. L'agriculture

Le service agricole a pour attributions principales, la collecte des statistiques agricoles sur l'ensemble de la province et l'encadrement des paysans.

##### - Les cultures vivrières

En 2012, les cultures vivrières, exceptés le piment, la tomate et l'ananas, ont enregistré une production totale de 404 297,75 tonnes. Par rapport à 2011, on note globalement une amélioration de la production en raison de l'introduction par le Projet Agricole du Développement Rural, des variétés améliorées.

La culture vivrière est pénalisée par l'exode rural et le vieillissement des populations dans les villages. Toutefois, la province présente de bonnes perspectives de croissance des activités agricoles avec la réalisation des fermes pilotes de la société Israélienne installée dans la périphérie d'Oyem.

**Tableau 19 : Production agricole en 2012**

Produits	Quantités en tonnes	Prix du kilogramme en FCFA
Manioc (tubercules)	180 863	170
Banane	222 600	600
Maïs	278, 250	360
Arachides	556,5	1 500

Source : Service provincial de l'agriculture

## INFORMATIONS ECONOMIQUES

Le revenu annuel moyen procuré par les cultures vivrières s'élève à 165,2 milliards de francs CFA. L'autoconsommation représente près des 2/3 de la production.



Image 3 : Régime de banane



Image 4 : Plantation de maïs

Le nombre de paysans en baisse par rapport à 2011, s'élève à 70 000.

### - Les cultures de rente

L'hévéaculture, le café et le cacao sont les principales cultures de rente recensées dans le Woleu-Ntem.

**L'hévéaculture** : l'hévéa est produit par la Société d'Investissement pour l'Agriculture Tropicale (SIAT) dans ses sites de Bitam et de Mitzic et par la société OLAM, nouveau venu dans le secteur.

SIAT-Gabon a repris en 2004, sur la base d'une convention passée avec l'Etat, les actifs de l'ancien opérateur Hévégab. Les activités de SIAT se développent continuellement dans les blocs industriels. Les surfaces plantées atteignent 5 024 hectares. Elles n'étaient que de 2 000 hectares au démarrage, à Bitam, en 1985.

L'usine de transformation des fonds de tasse en caoutchouc granulé localisée à Mitzic, s'est dotée d'une deuxième ligne de traitement en 2007 et début 2008, qui a fait passer sa capacité de transformation de 3 à 5 tonnes/heure. Le taux d'utilisation des machines étant de 80%, soit environ 4 tonnes par heure. La société dispose d'une marge de manœuvre de 20% à utiliser en cas de besoin.

L'attention des promoteurs gabonais du secteur des industries chimiques est portée sur les opportunités d'affaires qu'offrent les besoins de l'hévéaculture en Ethel, en acide phosphorique, en chaud et en herbicide.

La Société OLAM Gabon, quant à elle, dispose d'une concession de 28 000 hectares, dont 15 000 exploitables. Elle a débuté ses activités de plantation d'hévéa en avril 2012, à Batouri (entre Bitam et Minvoul). L'année 2012 a été consacrée à la première phase des travaux. Cette phase a consisté, d'avril à novembre 2012, à préparer les terrains et les pépinières.

OLAM Gabon a pour objectif de planter 4 000 hectares d'hévéa. L'objectif annuel étant de 2 500 hectares, soit environ 1 400 000 plantes. Olam estime le rendement de ses plantations à 2,5 tonnes d'hévéa par hectare. La société emploie actuellement près de 630 personnes. Elle prévoit recruter 7 000 travailleurs, lorsqu'elle atteindra sa vitesse de croisière.

**Tableau 20 : Production d'hévéa en tonnes**

	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Caoutchouc usiné	19 559	20 495	19 720	-3,8%

Source : SIAT Gabon

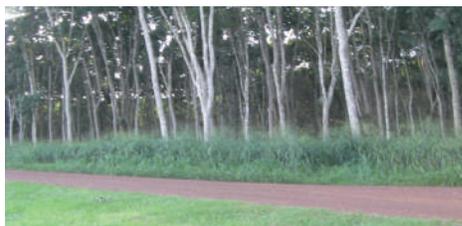


Image 5 : Plantation d'hévéa de SIAT à Bitam

Image 6 : Plantation villageoise d'hévéa à Bitam

Le vieillissement des champs, les problèmes de main d'œuvres et d'évacuation liée à l'interruption du trafic sur le pont de Kango sont les principaux facteurs à l'origine de la baisse de la production de l'hévéa.

## INFORMATIONS ECONOMIQUES

La masse salariale de SIAT Gabon dans le Woleu Ntem est en progression de 23%, pour un accroissement des effectifs de 13,9%.

SIAT Gabon a réalisé d'importants investissements (équipements et bâtiments, véhicules, etc.) en 2012 à hauteur de 15,4 milliards de F.CFA contre 8,5 milliards de Fcfa en 2011, soit une hausse de 81,1%.

En perspectives, la production du caoutchouc usiné est projetée à 20 190 tonnes à fin 2013, en hausse de 2,4% par rapport à 2012. Par contre les investissements baisseraient de 11,6% à fin 2013.

A côté de ces sociétés structurées évoluent les plantations villageoises. La culture de l'hévéa par les ruraux est un programme initié par l'Etat dans les années 1990. Quatre sites avaient reçu des plantations, qui constituaient le volet villageois de l'opération : Mitzic, Bitam, Oyem et Minvoul.

En 2009, la superficie totale du volet villageois était de 3 500 hectares entretenus par 481 travailleurs. Bien que les prix de vente du latex soient sujet à des fluctuations régulières, tantôt 300, tantôt 200 FCFA le kilogramme, la production atteignait tout de même 3 000 tonnes environ.

**Le cacao et le café :** La culture du café et du cacao a été introduite dans le Woleu-Ntem après la première guerre mondiale, à partir du Sud Cameroun. Elle a bénéficié de l'effet d'entraînement dégagé par l'ensemble des pays limitrophes (Congo, Guinée Equatoriale et Cameroun), producteurs de café et de cacao également. Autrefois fleuron de l'agriculture Woleu-Ntemoise, la culture du café et du cacao est aujourd'hui faible. Sa production estimée à 6 000 tonnes dans les années 70 a été divisée par cinquante.

**Tableau 21 : Achats de café et de cacao**

En kilogrammes	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Variation 2011-2012/2010-2011
Achats de café	150	90	750	733,3%
Achat de cacao	79 600	99 300	66 400	-33,1%

Source : Caisse de Stabilisation et de Péréquation

La faiblesse actuelle de la production s'explique par le vieillissement des planteurs et des champs, l'exode rural, et l'intéressement à l'hévéaculture. A cela s'ajoutent certaines difficultés de paiement enregistrées par la Caisse de Stabilisation et de Péréquation, notamment en 2012.

### III.1.2. L'élevage

L'élevage est pratiqué par les populations rurales, mais l'importance du cheptel est mal appréciée faute de statistiques fiables. L'élevage est composé des bovins importés du Cameroun et destinés à la boucherie, des ovins, des caprins, des porcs et des volailles.

Le manque de moyens logistiques ne facilite pas le suivi des activités des paysans. La lenteur dans la mise en place des programmes de développement et l'utilisation de matériel inapproprié expliqueraient cette situation.

### III.1.3. La pêche et l'aquaculture

Bien que ne disposant pas de côte maritime, la province du Woleu-Ntem offre des prédispositions favorables à l'activité de la pêche en raison de nombreux cours d'eau dont elle dispose. La pêche y est effectuée de manière artisanale.



Image 7 : Rivière dans un village du Woleu-Ntem

**Tableau 22 : Statistiques des produits de la pêche**

	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Quantité produite en tonnes	39,2	17	15,1	-11,2%
Revenus de la pêche en M FCFA	58,8	16,9	24,4	44,4%
Nombre de pêcheurs	31	25	16	-36%

Source : Service provincial de la pêche

La baisse de la production s'explique par :

- le manque de données complètes, les données ci-dessus ne concernent que les sites de production du département du Woleu (complexe Woleu-kyé-Nyé du site de Mbolenzock) et du département du Haut-Ntem (complexe Ntem-Kyé et Kom des sites Bitounga et Mbass) pour l'année 2010. Par contre pour les deux autres années, les données statistiques n'ont été fournies que dans le département du haut Ntem ;
- la variation de la production en fonction du nombre d'acteurs actifs et des saisons (hautes et basses eaux) ;
- le désintéressement des pêcheurs qui est lié au non renouvellement de leur matériel de pêche et à la difficulté d'obtenir des crédits ;
- la non fourniture des statistiques par beaucoup de pêcheurs qui

vendent leur produit aux mareyeuses équato-guinéennes depuis les lieux de pêche et dont il n'y a pas de traçabilité.

Les productions aquacoles ont atteint 7 tonnes en 2010, 6,5 en 2011 et 7,2 tonnes 2012. La société SIAT qui dispose d'un étang dans son site de Bitam produit environ une (1) tonne de poisson par an.

## **III.2. L'EXPLOITATION FORESTIERE ET L'INDUSTRIE DU BOIS**

La province du Woleu-Ntem est couverte par 3 230 000 hectares de forêt. 1 740 000 hectares sont concédés à l'exploitation forestière, dont 850 000 hectares mis en exploitation. Deux départements se partagent l'activité forestière, celui du Woleu et le département de l'Okano. Les entreprises qui opèrent dans le secteur bois et industries du bois sont au nombre de 90 en 2012.

### **III.2.1. L'exploitation forestière**

En 2012, 11 sociétés d'exploitation forestière ont été enregistrées dont 4 dans le département du Woleu et 7 dans le département de l'Okano. La production de bois divers a augmenté de 11%, hors données du département du Woleu. Elle est passée de 110 399 m<sup>3</sup> en 2011 à 122 503 m<sup>3</sup> en 2012. Celle de l'okoumé s'est accrue de 112,62 %, passant de 147 430 m<sup>3</sup> en 2011 à 313 465,67 m<sup>3</sup> en 2012.

Six entreprises sont impliquées dans le processus de Concession Forestière Sous Aménagement Durable (CFAD) et deux entreprises font l'objet des Unités Forestières d'Aménagement (UFA).

## INFORMATIONS ECONOMIQUES

Tableau 23 : Superficie des forêts aménagées

Sociétés	Type de permis	Superficie en hectares
Rougier	CFAD	288 626
Bordamur et Toujours Vert	CFAD	263 641
SYBG	CFAD	107 328
TTIB	CFAD	145 600
BSO/Okano	UFA	200 182
FOREX/St Germain	UFA	135 000
Rougier/Okano	CFAD	68 547
STIBG	CFAD	14 000

Source : Inspection Provinciale des Eaux et Forêts

Quatre (4) entreprises font l'objet d'une Convention Provisoire d'Aménagement, d'Exploitation et de Transformation (CPAET).

### III.2.2. - L'industrie du bois

La province compte neuf unités de transformation industrielle. Ces unités produisent des avivés qui sont, en grande partie, acheminés vers les marchés extérieurs. A côté de ces structures industrielles, s'activent des unités de transformation artisanales. Elles excellent dans la fabrication de meubles, de portes et fenêtres destinés au marché local. La province compte 70 menuiseries. 16 appartiennent à des gabonais et sont opérationnelles dans le département du Woleu qui en compte 43 ; 3 le sont dans le Ntem, qui en a 20 ; 4 dans l'Okano qui n'en compte que ces quatre ; 1 dans le Haut Ntem et 1 autre dans le Haut Komo, toutes les deux appartenant à des gabonais.

La production des sciages, qui était de 31 335 m<sup>3</sup> en 2011, est passée à 52 763 m<sup>3</sup> en 2012, soit une hausse de 68,4 %. Le volume des exportations s'est quant à lui raffermi de 64,7 %, passant de 28 603 m<sup>3</sup> en 2011 à 47 116 m<sup>3</sup> en 2012. Les prix moyens ont été de 120 000 FCFA/m<sup>3</sup> pour l'okoumé et de 160 000 FCFA/m<sup>3</sup> pour les bois divers.

Cette conjoncture favorable observée dans l'activité du bois découle de la bonne tenue du marché. Mais à cela, il faut ajouter le fait que l'activité industrielle locale atteint progressivement sa vitesse de croisière, après un certain tâtonnement vécu en 2009 et 2010, dû à la mesure d'interdiction d'exporter les grumes.



Image 8 : Bois transformé prêt à la vente



Image 9 : Bois sciés devant servir à la fabrication de meubles

### III.3. L'INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE

La Société des Brasseries du Gabon (SOBRAGA) est l'unique société de cette branche dans le Woleu-Ntem. Sa production a progressé de 13,8%, toutes boissons confondues. Elle est passée de 130 000 hectolitres en 2011 à 148 000 hectolitres en 2012. Ce résultat est le fait d'une diversification des ventes des produits provenant de Libreville et du désenclavement de certaines localités.

Le nombre de grossistes, principaux clients de l'entreprise, est resté inchangé (32), tout comme les effectifs (39 agents, dont 38 nationaux).

### III.4 L'EAU ET L'ELECTRICITE

Le réseau d'eau et d'électricité de la province s'étend dans tous les chefs lieux de départements. L'année 2012 a été marquée par les fuites et les délestages. Cette situation a amené la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) à entreprendre des travaux de renforcement

## INFORMATIONS ECONOMIQUES

de la conduite de refoulement d'eau traitée entre le barrage de NKOK et les châteaux d'eau de la ville d'Oyem.

En 2012, la production d'électricité est passée à 41 821,5 GWh contre 38 413,3 GWh en 2011, soit une augmentation de 8,9%. Celle de l'eau a enregistré une hausse de 13,2%.

Le chiffre d'affaires total, réalisé par la SEEG dans la province du Woleu Ntem est de 4,8 milliards de FCFA, en progression de 8,7% par rapport à 2011. Cette tendance haussière est consécutive à l'augmentation de la demande.

**Tableau 24 : Production d'électricité et d'eau**

Année	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
<b>Production</b>				
- électricité en GWh	36 292,9	38 413,3	41 821,5	8,9%
- eau en m <sup>3</sup>	1 913 798,0	2 014 854,0	2 281 634,0	13,2%
<b>Vente</b>				
- électricité en GWh	35 238,4	37 922,4	40 758,6	7,5%
- eau en m <sup>3</sup>	1 878 715,0	1 892 883,0	2 097 664,0	10,8%
<b>Chiffre d'affaires (millions de FCFA)</b>	<b>4 072,3</b>	<b>4 389,9</b>	<b>4 772,7</b>	<b>8,7%</b>
- électricité	3 430,7	3 746,7	4 067,0	8,5%
- eau	641,6	643,2	705,7	9,7%

Source : SEEG

Les installations de la SEEG n'approvisionnent pas les zones rurales. Pour ces zones, l'éclairage se fait à l'aide de groupes électrogènes ou de lampes tempêtes.



Image 10 : Eclairage à la lampe tempête dans un village

Les eaux de surface et l'hydraulique villageoise constituent les sources d'alimentation en eau dans les campagnes. En 2012, 278 villages ont été équipés de points d'eau correspondant à un total de 298 points d'eau, soit un taux de couverture de 37,2%.

### III.5. LES MINES

Des permis ont été accordés aux Sociétés Core Mining, Minex Gabon et Dome Ventures Corporation pour, respectivement, la recherche du fer dans une zone située entre le Haut Como et l'Estuaire, la recherche du diamant, de l'or, du fer, du manganèse, du plomb, du cuivre, du zinc, des MPG et des terres rares, dans l'Okano.

S'agissant de l'exploitation plus particulière de l'or, l'opérateur Gabon SARL, en fait des recherches et en produirait dans le département de l'Okano, aux environs de Mitzic. Dans les environs, seraient également réalisées par les habitants, des activités de type artisanal, en vue d'y récolter de l'or. Mais, comme toutes les activités illégales, elles échappent à tout contrôle administratif.

### III.6. LE TRANSPORT

Comparativement à 2011, le secteur des transports est, en 2012, probablement le troisième secteur économique du Woleu-Ntem en termes de chiffre d'affaires après l'agriculture de rente et le bois. Il reste le plus dynamique au vue de la progression de son activité.



Image 11 : Tronçon de la route Mitzic-Oyem

## INFORMATIONS ECONOMIQUES

Le transport terrestre est la branche qui tire l'activité de ce secteur vers le haut. En 2012, il a enregistré des résultats appréciables en termes du mouvement des voitures et du nombre de passagers en progression respective de 22% et de 33% par rapport à 2011.

La route Lalara-Mitzic-Oyem-Bitam-Eboro, bitumée, favorise une circulation confortable entre les trois départements.

### III.7. LES BANQUES ET LES ETABLISSEMENTS DE MICRO-FINANCE

Plusieurs agences des établissements bancaires existent dans le Woleu-Ntem parmi lesquelles l'agence de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale. Y existent, également quelques établissements de micro-finance. Leur mission principale est l'accompagnement des plus démunis dans la réalisation de leurs micros projets d'investissement. Malheureusement, cette catégorie de personnes ne représente que 5% en moyenne des débiteurs.

### III.8. L'HOTELLERIE ET LE TOURISME

#### III.8.1. L'hôtellerie

L'hôtel MVET PALACE est la plus grande structure hôtelière de la province. Il s'organise autour de quatre activités : l'hébergement, la restauration, la vente de boissons et la gestion administrative. L'activité a été soutenue en 2012.

**Tableau 25 : Activité de l'hôtel Mvet Palace**

Rubriques	2012
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	161,4
Capacité d'accueil	13 751
Chambres occupées (nombre de clients)	8 756
Taux d'occupation	47,3%
Prix moyen/chambre	10 300
Masse salariale (en millions de FCFA)	11,8
Effectifs (nombre d'agents)	51

En 2012, la structure dispose de 52 chambres. 48 chambres étaient disponibles en 2011. Les tarifs proposés sont suivants :

- 13 500 FCFA pour une chambre simple du niveau 0 ;
- 16 500 FCFA pour une chambre du 2<sup>ème</sup> étage ;
- 18 500 FCFA, pour une chambre des 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> étages ;
- 26 500 FCFA pour une chambre du 4<sup>ème</sup> étage.
- 55 500 FCFA pour les suites.

Les périodes d'affluence les plus marquantes sont celles au cours desquelles l'hôtel reçoit les délégations prenant part aux examens de fin d'année académique. A cela s'ajoutent des grandes manifestations sportives, à l'exemple de la Caravane Amissa BONGO et des rencontres de championnat de football.

### III.8.2. Le tourisme

Deux des treize parcs nationaux du Gabon se situent dans la province du Woleu-Ntem. Il s'agit du :

- parc national de Minkébé qui s'étend également dans la province de l'Ogooué-Ivindo. Il a une superficie de 756 669 hectares et a pour attraction des dômes rocheux surplombant la forêt et le plus grand bloc forestier inhabité du Gabon ;
- parc des Monts de Cristal couvrant d'ailleurs l'Estuaire. Il s'étend sur

## INFORMATIONS ECONOMIQUES

119 636 hectares. Ce parc contient la zone de forêt la plus riche en espèces de plantes en Afrique.

Hormis ces parcs, la province compte plusieurs autres sites touristiques tels que le Mont Koum, le Monument de Mimbeng, les Grottes de Mekok-Me-Kwa, etc.

La province du Woleu-Ntem représente une zone géostratégique de par ses trois frontières (Congo, Cameroun, Guinée-Equatoriale) à l'origine d'un flux migratoire important. L'analyse de sa situation socio-économique a permis d'identifier les différentes ressources dont elle dispose et d'apprécier leur importance. Les principaux secteurs qui génèrent des activités rentables sont : le secteur agricole, le secteur forestier, les secteurs marchand et touristique. Toutefois, ces secteurs restent insuffisamment exploités. Au nombre des atouts de la province du Woleu-Ntem, nous citerons :

- la zone des trois frontières : la proximité de la province avec trois pays pétroliers que sont le Cameroun, le Congo et la Guinée-Equatoriale, offre de réelles possibilités de développement d'un commerce fructueux ;
- un réseau routier interdépartemental praticable en toute saison ;
- la couverture de tous les départements en téléphonie mobile ;
- la présence de structures éducatives et sanitaires d'assez bonne qualité ;
- la longue tradition agricole de la population ;
- la fertilité du sol et l'abondance des surfaces cultivables ;
- la présence de plusieurs sites touristiques et de parcs nationaux ;
- la présence d'un système bancaire et des partenaires au développement, qui financent aussi bien la consommation locale que le développement (Union Gabonaise de Banques, Banque Gabonaise de Développement et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale) ;
- un potentiel hydraulique considérable ;
- une présence d'activités et de projets économiques et industriels importants (Olam, construction du barrage à Mitzic etc.)
- un couvert forestier dense ;
- la volonté des populations de se regrouper en association ;
- le développement d'une activité artisanale traditionnelle.

Mais ce potentiel pourrait être compromis par les manquements qui suivent :

- l'état déplorable des routes cantonales et de certains axes départementaux tels que Oyem-Minvoul-Kom, Kougoulev-Medouneu-Bibass et Oyem-Mengomo ;
- l'immigration clandestine ;
- des techniques agricoles encore archaïques ;
- un circuit de commercialisation encore inexistant ;
- la faiblesse du tissu industriel ;
- la faible capacité de production en eau et en électricité capable de soutenir des activités industrielles à forte consommation d'énergie.



## **Ont contribué à l'élaboration de la Situation Socio-économique du Woleu-Ntem, édition 2012 :**

**Directeur Général :** Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI

**Directeur Général Adjoint :** Madame KASSAT Aurélie

### **Cellule Promotion de l'Economie Provinciale**

#### **Mesdames :**

- Amélie ANGUE MINKO, Chef de Cellule et responsable de la Nyanga
- Mélanie KOUMBA, épouse EBIKAM, Responsable du Moyen Ogooué

#### **Messieurs :**

- Jean-Louis MIHINDOU, Responsable du Haut-Ogooué
- Pierre-Dieudonné TATY, Responsable de la Ngounié
- Marcel IBINGA, Responsable de l'Ogooué-Ivindo
- Jean-De-Dieu MOUSSODOU, Responsable de l'Ogooué-Lolo
- Jean-Jacques MAGNANGA MAGNANGA, Responsable du Woleu Ntem

### **Direction des Synthèses Economiques et de la recherche**

#### **Messieurs :**

- Patrick Renaud LOEMBA ;
- Kévin BOUNGOUNGOU ;
- Innocent ILAWOU

### **Direction des Etudes Macro-Economiques**

#### **Messieurs**

- Didier NKOGHE OBAME ;
- Raphael MBA N'NANG ;

### **Direction des Institutions Financières**

Monsieur NDO Christian

